

**MISSION DE REVUE INDEPENDANTE DE LA
CONFORMITE DE LA PASSATION DES
MARCHES DE LA COMMUNE DE MBACKE
AU TITRE DE LA GESTION 2014**

GROUPE 5

RAPPORT DEFINITIF

AOÛT 2015

SIGLES ET ACRONYMES

PRINCIPALES ABREVIATIONS ACRONYMES	ET/OU	APPELATIONS COMPLETES/DETAILS
AC		Autorité Contractante
AGPM		Avis Général de Passation des Marchés
AOO		Appels d’Offre Ouvert
AOR		Appel d’Offre Restreint
ARMP		Autorité de Régulation des Marchés Publics
BL		Bordereau de Livraison
CM		Commission des Marchés
CMP		Code des Marchés Publics
CNCA		Commission Nationale des Contrats de l’Administration
COA		Code des Obligations de l’Administration
CPM		Cellule de Passation des Marchés
DAC		Dossier d’Appel à la Concurrence
DAO		Dossier d’Appel d’Offres
DCMP		Direction Centrale des Marchés Publics
DRP		Demande de Renseignements et de Prix
ED		Entente Directe
MO		Maître d’Ouvrage
MOD		Maître d’Ouvrage Délégué
N/A		Non applicable
PI		Prestation Intellectuelle
PPM		Plan de Passation des Marchés
PRM		Personne Responsable des Marchés
PV		Procès verbal
PVO		Procès verbal d’ouverture des plis
SA		Société Anonyme
SIGFIP		Système Intégré de Gestion des Finances Publiques
SN		Société Nationale
SPM		Spécialiste en Passation des Marchés
TTC		Toutes Taxes Comprises
UEMOA		Union Economique Monétaire Ouest Africaine

SOMMAIRE

<u>Titres</u>	<u>N° de pages</u>
OPINION DE L'AUDITEUR	4
1. DISPOSITIF INSTITUTIONNEL ET PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES	6
2. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION	11
3. PRESENTATION DE L'AUTORITE CONTRACTANTE	16
4. SYNTHESE DES CONSTATS SUR L'ORGANISATION INSTITUTIONNELLE	19
5. REVUE DE L'ORGANISATION INSTITUTIONNELLE / CONSTATS ET RECOMMANDATIONS DETAILLES	21
6. SYNTHESE DES CONSTATS A L'ISSUE DE LA REVUE DES MARCHES	25
7. REVUE DETAILLEE DES MARCHES / CONSTATS DETAILLES	27
8. SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET RECOMMANDATIONS	41
9. SUIVI DES RECOMMANDATIONS ANTERIEURES	45
10. STATISTIQUES DES ANOMALIES	48
ANNEXES	

OPINION DE L'AUDITEUR

Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée, nous avons procédé à une revue de la conformité de la passation des marchés par la Commune de Mbacké.

Cette revue a été effectuée selon la méthodologie décrite dans les développements qui suivent par référence aux dispositions du Code des Marchés, complété par le Décret n°2007- 546 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) et par le Décret n° 2007-547 portant création de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP).

Il a été également pris en compte les dispositions des arrêtés et circulaires portant application de ces décrets.

La mission a porté sur :

- La revue de l'organisation institutionnelle de la Commune de Mbacké ;
- La revue détaillée d'échantillons de marchés passés au titre de la gestion 2013 par la commune et qui se chiffrent à F. CFA 52.764.498 soit 100 % des marchés passés par Demandes de Renseignements et de Prix (DRP).

Constats à l'issue de nos travaux :

1- Au plan institutionnel :

Les membres de la Cellule de Passation des Marchés et de la Commission des Marchés n'ont pas le niveau de formation exigé par les textes réglementaires pour occuper leurs fonctions.

Par ailleurs, les membres de ces deux structures n'ont reçu aucune formation en matière de procédures de passation de marchés.

Les rapports trimestriels et annuel sur les marchés n'ont pas été produits pour l'exercice 2014.

L'archivage des documents de passation des marchés n'est pas correctement assuré du fait (1) de l'exiguïté des locaux (2) de la non centralisation des documents au niveau de la CPM (3) de l'inobservation des procédures telles que recommandé par le manuel de classement et d'archivage publié sur le site des marchés publics.

2- Au plan de la Passation des marchés :

Des violations significatives aux dispositions du CMP ont été constatées ; s'agissant de DRP, les constats ont été les suivants :

.../...

– 2 –

- Les lettres d'invitation n'ont pas été adressées à cinq (5) candidats au moins ;
- Les dates et heures d'ouverture des plis mentionnés dans les lettres d'invitation n'ont pas été respectées ;
- Le dossier de consultation n'est pas conforme au dossier type conçu par l'ARMP ;
- Les soumissionnaires non retenus n'ont pas été informés par lettre du rejet de leurs offres ;
- Pour la quasi-totalité des marchés examinés, le contrat établi n'a pas été présenté à l'Auditeur.

Il convient de souligner que ces manquements avaient été relevés à l'occasion du précédent audit et n'ont fait l'objet d'aucun correctif de la part de la commune, pour la gestion 2014.

Conclusion de l'auditeur :

Les performances de la Commune de la Mbacké en matière de procédures de passation des marchés, au titre de la gestion 2014, sont estimées non satisfaisantes.

Fait à Dakar, le 10 Août 2015

**Le Représentant du Groupement
Cabinet J. MONTEIL & Cie / M. BARRY**



Mamadou BARRY
Expert comptable - Auditeur
Membre de l'ONECCA

1.DISPOSITIF INSTITUTIONNEL ET PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES

Le système sénégalais des marchés publics est organisé dans un cadre juridique comprenant une partie législative et une partie réglementaire.

1.1 Cadre institutionnel et réglementaire

Il est régi par un ensemble de textes parmi lesquels on peut noter :

- **Directive 4/2005/CM/ UEMOA du 09 Décembre 2005** portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union économique et monétaire ouest africaine ;
- **Directive 5/2005/CM/UEMOA du 09 Décembre 2005** portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union économique et monétaire ouest africaine ;
- **Loi organique 2011-15 du 08 Juillet 2011** relative aux lois de Finances, en application de la directive 06/2009/CM/UEMOA du 26 Juin 2009 ;
- **Loi 2006-16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65-61 du 19 Juillet 1965** portant Code des Obligations de l'Administration ;
- **Loi 2003-101 du 13 Mars 2003** portant Réglementation générale sur la comptabilité publique ;
- **Loi 90-07 du 26 juin 1990** relative à l'organisation et au contrôle des entreprises du secteur parapublic et au contrôle des personnes morales de droit privé bénéficiant du concours financier de la puissance publique ;
- **Loi n° 2013-10 du 28 décembre 2013** portant code des collectivités locales, modifiée ;
- **Loi 2009-20 du 04 Mai 2009** portant loi d'orientation sur les Agences d'exécution ;
- **Décret 2009-522** portant organisation et fonctionnement des agences d'exécution ;
- **Décret 2007-0434 du 23 Mars 2007 modifiant le décret 81-844 du 20 Aout 1981** relatif à la comptabilité des matières appartenant à l'Etat, aux Collectivités locales et aux Etablissements publics ;
- **Décret 2005-576 du 22 Juin 2005** portant charte de Transparence et d'Ethique en matière de marchés publics ;
- **Décret n°2011-1048 du 27 Juillet 2011** portant Code des Marchés Publics;
- **Décret 2007-546 du 25 Avril 2007 modifié par le décret 2010-1396 du 20 Octobre 2010** portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP), ;
- **Décret 2007-547 du 25 Avril 2007** portant création de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) ;

- **Décision 0001/CRMP du 06 Mars 2008** fixant les délais impartis à la DCMP pour examiner les dossiers qui lui sont soumis.
- **Arrêté n°12.785 du 26 décembre 2012** en application des dispositions de l'article 140.a du CMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés;
- **Arrêté n°12.790 du 26 décembre 2012** pris en application de l'article 113 du CMP fixant les **seuils** en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission;
- **Arrêté n°12.791 du 26 décembre 2012** pris en application de l'article 114 du CMP fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution;
- **Arrêté n°12.789 du 26 décembre 2012** pris en application de l'article 78-3-a du CMP relatif aux commandes pouvant être dispensées de la forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures;
- **Arrêté n°12.783 du 26 décembre 2012** pris en application de l'article 35 du CMP relatif aux cellules de passation des marchés des autorités contractantes;
- **Arrêté n°12.788 du 26 décembre 2012** pris en application de l'article 44-f du CMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la Charte de Transparence et d'Ethique en matière de Marchés publics;
- **Arrêté n°12.786 du 26 décembre 2012** pris en application de l'article 36-1 du CMP et fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des Commissions des Marchés des autorités contractantes;
- **Arrêté n°12.787 du 26 décembre 2012** relatif aux commissions régionales des marchés publics dans les régions autres que Dakar pris en application de l'article 36 alinéa 6 du Code des Marchés publics.
- **Un nouveau décret portant code des marchés publics, n°1212-2014 du 22 septembre 2014**, est aujourd'hui en place mais ne concerne pas le champ de l'audit.
- De nouveaux arrêtés ont été également pris pour l'application de ce nouveau décret portant CMP.

1.2 Les organes charges de la passation des marchés

L'article 35 du CMP précise : « Au niveau de chaque autorité contractante, sont mises en place une commission des marchés chargée de l'ouverture des plis, de l'évaluation des offres et de l'attribution provisoire des marchés ainsi qu'une cellule de passation des marchés chargée de veiller à la qualité des dossiers de passation des marchés ainsi qu'au bon fonctionnement de la commission des marchés, dans les conditions fixées par arrêté du Ministre chargé des Finances après avis de l'Organe chargé de la régulation des marchés publics ».

1.2.1 La cellule de passation des marchés

Au niveau de chaque AC, il est mis en place une Cellule de Passation des Marchés chargée de veiller à la qualité des dossiers de passation des Marchés ainsi qu'au bon fonctionnement de la Commission des Marchés.

Les attributions de la CPM sont définies par **l'arrêté n°12.783 du 26 décembre 2012** et portent, entre autres sur :

- L'examen préalable de tout document à soumettre à l'autorité contractante en matière de marchés publics,
- l'établissement, en début d'année, du plan consolidé annuel de passation des marchés publics,
- la tenue du Secrétariat de la Commission des Marchés,
- l'établissement de rapports trimestriels sur la passation et l'exécution des marchés.

1.2.2 La commission des marchés

L'arrêté n°12.786 du 26 décembre 2012 détermine la composition des Commissions des Marchés et fixe le nombre de leurs membres.

La Commission des Marchés est chargée notamment :

- de recevoir les offres des candidats à l'heure et à la date fixées par le DAO ;
- de les évaluer conformément aux prescriptions des cahiers de charges ;
- de proposer un attributaire provisoire à l'autorité contractante.

Les membres de la CPM et de La CM doivent appartenir au moins à la hiérarchie B ou cadre moyen.

1.3 Les entités de régulation et de contrôle

Le décret 2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant Code des Marchés distingue les fonctions de contrôle à priori assurées par la DCMP et celles de contrôle à posteriori et de régulation dévolues à l'ARMP.

1.3.1 La Direction Centrale des Marches Publics (DCMP)

Le contrôle a priori est confié à la DCMP qui émet des avis sur les dossiers types, les décisions d'attribution selon des seuils fixés et procède à l'immatriculation des marchés dûment approuvés.

La DCMP, structure administrative placée sous l'autorité du Ministre de l'Economie et des Finances, est créée par le Décret 2007-547 du 25 Avril 2007.

1.3.2 L'autorité de Régulation Des Marches Publics (ARMP)

L'ARMP dont l'organisation et le fonctionnement découlent du décret 2007-546 du 25 Avril 2007 comprend trois structures essentielles :

- le Conseil de Régulation (CR) chargé de l'orientation ;
- le Comité de Règlement des Différends (CRD) qui statue sur les litiges non juridictionnels ;
- la Direction Générale chargée de la gestion et de l'application de la politique générale de l'ARMP sous le contrôle du Conseil de Régulation.

1.4 Les seuils de passation des marchés

Le Code des Marchés Publics, en son article 53, détermine des seuils de passation en fonction de la valeur des marchés de l'Etat, des Collectivités locales, des Sociétés nationales, des Sociétés anonymes à participation publique majoritaire et les agences ou autres organismes ayant la personnalité morale comme suit :

<i>Marchés</i>	<i>Etat, Collectivités Locales, Etablissements Publics</i>	<i>Sociétés Nationales, Sociétés Anonymes, Agences et autres</i>
travaux	25 000 000	50 000 000
services et fournitures courantes	15 000 000	30 000 000
prestations intellectuelles	25 000 000	30 000 000

Les montants inférieurs à ces seuils relèvent de la procédure spécifique de demande de renseignements et de prix (DRP) (Article 78 du CMP).

1.5 Les modes de passation des marchés

Les différents modes de passation des marchés publics sont définis à l'article 60 du CMP :

- l'appel d'offres ouvert ;
- l'appel d'offres ouvert avec pré qualification;
- l'appel d'offres restreint ;
- l'appel d'offres en deux étapes.

La procédure dérogatoire des marchés passés par entente directe est régie par les articles 76 et 77 du CMP.

2.OBJECTIFS DE LA MISSION ET METHODOLOGIE RETENUE

2-1 OBJECTIFS DE LA MISSION :

La mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1^{er} Janvier et le 31 décembre 2013, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés. Il s'agira principalement d'apprécier l'adéquation des procédures de passation des marchés et les modalités de gestion des contrats aux dispositions du CMP pour les dépenses effectuées par lesdites autorités contractantes.

La mission comprend les objectifs spécifiques suivants :

- (i). se faire une opinion sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; **l'opinion doit être fournie individuellement pour chaque autorité contractante** ;
- (ii). vérifier la conformité des procédures aux principes généraux de liberté d'accès, d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence, édictés par le CMP ;
- (iii). fournir autant que possible, une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- (iv). identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers des charges, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, le consultant apportera un jugement sur l'acceptabilité de telles situations relativement aux dispositions du CMP ;
- (v). procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, le consultant examinera aussi le degré d'application (en pourcentage), par l'autorité contractante, des décisions y relatives, de même que la pertinence de ces décisions ;
- (vi). pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP), examiner la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de cette direction ;
- (vii). dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution ;
- (viii). examiner et évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : le consultant passera en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et déduira en fin de revue d'une part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré

à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; il évaluera aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe

- (ix). examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation de marchés et des différents contrôles internes ;
- (x). examiner les éventuels indices de fraude et de corruption ou d'autres pratiques (manœuvres collusoires, manœuvres restrictives, manœuvres obstructives) telles qu'elles sont définies par la réglementation en vigueur,
- (xi). évaluer éventuellement le niveau de prise en compte des recommandations de l'audit précédent et leur application par l'Autorité contractante, ainsi que l'impact éventuel de ces mesures sur les pratiques au niveau de cette autorité,
- (xii). Formuler des recommandations.

2-2 METHODOLOGIE RETENUE :

2.2.1 Collecte préalable des données :

La collecte a concerné les documents suivants:

- La liste des partenaires financiers extérieurs
- Les actes de nomination des membres de la Cellule de Passation des marchés et de la Commission des Marchés,
- Manuel de procédures administratives et financières,
- Le budget annuel 2014 et les rapports d'exécution budgétaire,
- Le compte administratif et le compte de gestion 2014,
- La balance des fournisseurs prestataires 2014,
- La situation des paiements 2014,
- Tableau des marchés et commandes 2014,
- Plan de passation des marchés et des avis généraux 2014,
- Les documents de marché (les contrats et annexes) 2014,
- Les dossiers de consultation 2014,
- Les soumissions des candidats non attributaires 2014,
- Les bons de commandes 2014,
- Les PV de réception 2014,
- Le livre des stocks 2014,
- Les fiches d'entrée et de sortie des stocks 2014,

- Les habilitations des signataires des marchés 2014,
- Les courriers relatifs aux marchés et commandes classés 2014,
- Les avis d'attribution et les lettres d'information aux candidats non retenus 2014,
- Les rapports d'analyse et d'évaluation des offres 2014,
- Les courriers échangés avec la DCMP 2014,
- Les rapports trimestriels sur les marchés et le rapport annuel sur les marchés de 2014,
- Et tout autre document utile au bon accomplissement de la mission pour la gestion 2014.

2.2.2 Revue de l'organisation institutionnelle de l'Autorité Contractante :

La revue a consisté en un contrôle des modalités de mise en place et de fonctionnement des Commissions des Marchés et des Cellules de Passation des Marchés et en une appréciation de l'efficacité du système de classement des documents de passation des marchés ; de même, il a été passé en revue les relations entre les Commissions des Marchés, les Cellules de Passations et l'ARMP et la DCMP.

Des demandes ont été adressées par l'Auditeur à la DCMP, pour la confirmation de la réception de la liste des membres des Commissions de Marchés et des Cellules de Passation des Marchés, des Plans de Passation des Marchés, et des rapports trimestriels des Cellules de Passation des Marchés des Autorités Contractantes, au titre de la gestion 2014.

2.2.3 Contrôle au départ de l'exhaustivité des données fournies par l'Autorité Contractante :

Cette étape – importante à plus d'un titre- a été couverte par le recoupement des données fournies par les Situations, Etats et Rapports suivants :

- Budget 2014 exécuté de l'Autorité Contractante ;
- Plan de Passation de Marchés 2014 de l'Autorité Contractante ;
- Etats financiers au 31 décembre 2014 (Bilan, Compte de Résultat) et Grand-Livre des comptes de l'Autorité Contractante pour retracer les opérations (investissements et dépenses de fonctionnement) de 2014;
- Rapport d'activités 2014 de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) ;
- Données statistiques sur les marchés immatriculés en 2014 à partir du site web de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) ;
- Rapport Annuel 2014 de l'Autorité de Régulation des Marchés (ARMP) (notamment pour les aspects liés à l'organisation des Cellules de Passation des Marchés et aux recours introduits par les parties concernées par la passation des marchés).

Le recoupement des données issues de ces différents documents a permis de vérifier et de mettre en évidence les marchés (Appels d'Offres, DRP) révélés par l'Autorité Contractante à l'Auditeur, au départ de la mission.

2.2.4 Constitution de l'échantillon :

L'Auditeur a constitué l'échantillon :

- selon les modalités définies par les Termes de Références ;
- ou bien, lorsque les marchés passés n'étaient pas en nombre significatif, à 100 % des dossiers ;
- et, en y ajoutant systématiquement les transactions intervenues sans appel d'offres ou DRP.

2.2.5 Revue détaillée des marchés retenus :

Une revue détaillée des marchés a été effectuée :

- contrôle sur pièces et appréciation des procédures appliquées par rapport aux dispositions du Code des Marchés ;
- analyse des contrats établis ;
- vérifications physiques, dans le cas où ces vérifications s'avèrent possibles ;
- dans certains cas, contrôle de la compétitivité des prix ;
- contrôle du niveau et du rythme des paiements.

3. PRESENTATION RESUMEE DE L'AUTORITE CONTRACTANTE

Présentation de l'Autorité Contractante

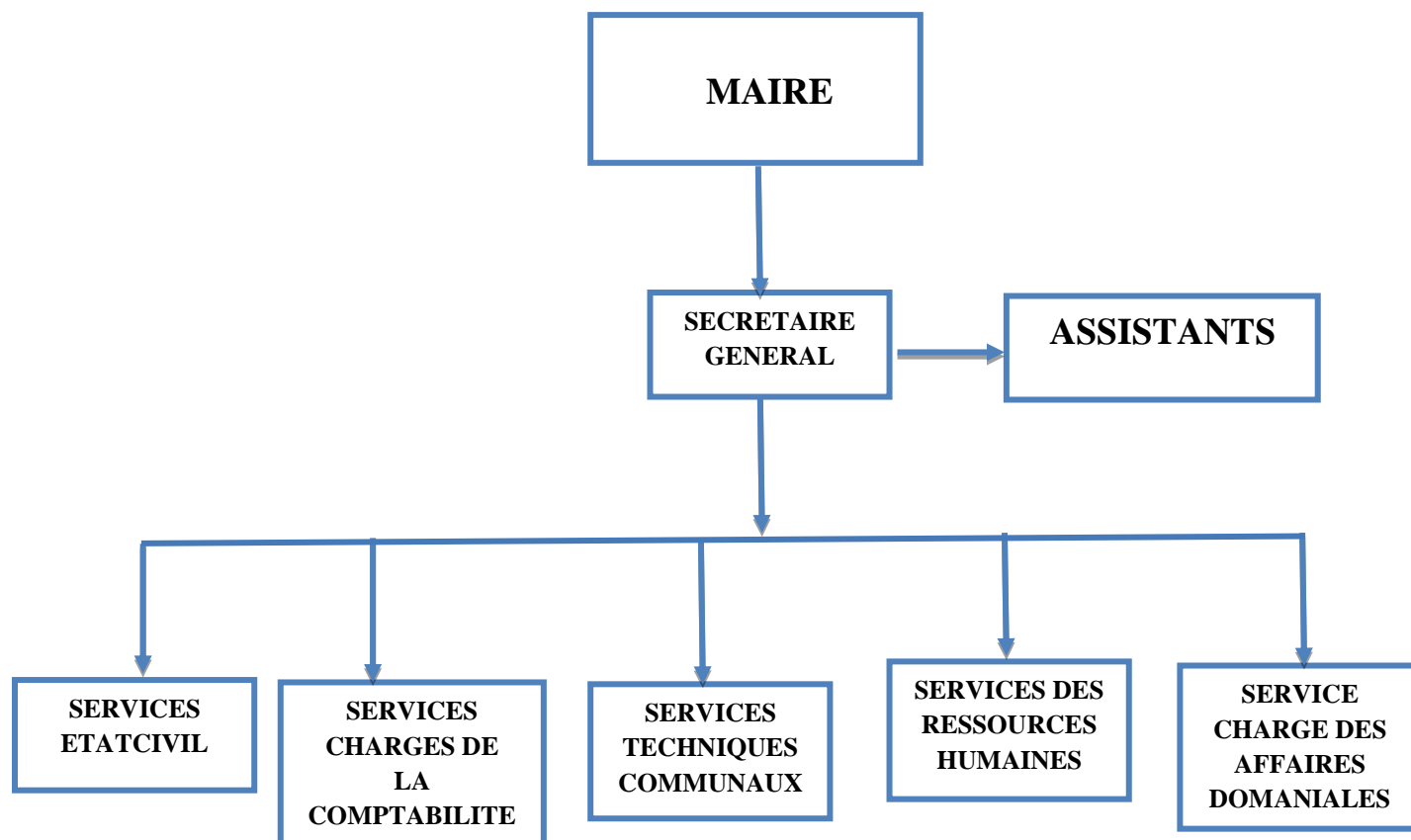
LA COMMUNE de M'BACKE a été créée par ARRETE GENERAL N°1562 DU PREMIER DECEMBRE 1957.

La Commune de M'BACKE est le chef-lieu du département du même nom et fait partie des trois départements de la région de DIOURBEL.

Sa population estimée à soixante-douze mille (72 000) habitants est composée essentiellement de peuls, wolofs, sérères, mandingues, diolas et de libano-syriens. Les musulmans en majorité cohabite paisiblement avec une communauté catholique ; de nombreux tidianes y vivent également en parfaite harmonie avec les mourides fondateurs de la ville.

La principale activité économique dans la commune de M'BACKE est le commerce qui repose sur les services et l'agriculture. La commune dispose également d'une grande réserve foncière qui peut favoriser le développement d'initiatives liées aux activités industrielles et économiques des Petites et Moyennes Industries(PMI) et des Petites et Moyennes Entreprises(PME).Le secteur des télécommunications y est très développé avec la télé services qui fait de M'BACKE la deuxième ville du SENEGAL après DAKAR où le téléphone est le plus utilisée.

L'Organigramme de la COMMUNE de M'BACKE EST LE SUIVANT:



4.SYNTHESE DES CONSTATS SUR L'ORGANISATION INSTITUTIONNELLE

Les principaux constats qui se dégagent de la revue institutionnelle sont les suivants :

Cellule de Passation des Marchés et Commission des Marchés :

Les membres de ces deux structures n'ont pas le niveau requis de formation pour exercer de manière adéquate leurs fonctions.

Cette insuffisance de niveau est aggravée par le fait que ces membres n'ont pas reçu de formation en passation de marchés.

Production des rapports trimestriels et du rapport annuel :

Ces rapports n'ont pas été produits pour l'exercice 2014.

Archivage des dossiers de passation des marchés :

Exigüité des locaux destinés à l'archivage ne permettant pas d'assurer un classement adéquat de ces documents.

Documents non centralisés au niveau de la CPM et absence de classement comme le recommande le manuel de classement et d'archivage publié sur le site des marchés publics.

5. REVUE DE L'ORGANISATION INSTITUTIONNELLE / CONSTATS ET RECOMMANDATIONS

La Commission des marchés

La commission des marchés de la COMMUNE de M'BACKE a été mise place pour l'exercice 2014 par Arrêté N° 049/CMB/SM du 12 MARS 2014 conformément à l'arrêté N° 012786 du 26 décembre 2012.

Elle est constituée de cinq membres titulaires et de cinq suppléants qui ont tous signé l'attestation de prise de connaissance de la charte de transparence et d'éthique.

Ces membres n'ont pas le niveau requis de formation pour être nommés compte tenu du niveau des conseillers municipaux et des agents de la commune ; ils sont généralement du niveau BFEM ou en dessous. Cet état de fait pose un réel problème de respect de l'arrêté n°012786 du 26/12/2012 par la commune de M'BACKE.

L'arrêté portant création de la CM a été transmise à la DCMP par BE N° 051/CMB/SM du 14 MARS 2014 reçu le 28 MARS 2014, en violation de l'arrêté n°012786 du 26/12/2012 fixant la notification à l'Autorité chargée du contrôle à priori des marchés publics au plus tard le 05 JANVIER de l'année.

Les membres de la CM de 2014 à l'exception d'un seul (le receveur municipal) et de deux suppléants ont tous été remplacés dans la CM de 2015.

Convocation des membres aux réunions de la CM:

La revue des convocations des membres de la CM aux réunions d'ouverture des plis et d'attribution provisoire n'a pas été faite par la mission parce qu'aucune convocation n'a été disponible.

Besoin de formation :

Aucun membre de la CM de 2014 ni celle de 2015 n'a été formé en procédures de passation des marchés publics. L'Autorité Contractante a émis le souhait de faire former au nouveau code de marchés publics (décret 1212-2014 du 22 septembre 2014, publié dans le journal officiel du 04 octobre 2014, date de sa mise en vigueur) tous ses agents impliqués dans les procédures de passation des marchés.

Paiements des indemnités des membres de la CM et du rapporteur :

En 2014 les indemnités des membres de la CM et du rapporteur ont été réglées.

Recommandations :

- Respecter les termes de l'arrêté n°012786 du 26/12/2012 en ce qui concerne la date de transmission à la DCMP (05 janvier) de l'arrêté portant création de la CM ainsi que la déclaration signée par ses membres titulaires comme suppléants ; où ils indiquent avoir pris connaissance des dispositions du décret n°576 du 22 JUIN 2005 portant approbation de la CHARTE de TRANSPARENCE et d'ETHIQUE

- Respecter le niveau d’instruction requis par le CMP en nommant les membres de la CM ;
- Former les membres de la CM en procédures de passation des marchés publics
- Faire les convocations pour les réunions de la CM en respectant les cinq jours francs

Cellule de passation des marchés

La Cellule de Passation des Marchés(CPM) de la COMMUNE de M’BACKE a été mise place pour l’exercice 2014 par Arrêté N° 050/CMB/SM du 12 MARS 2014 conformément à l’arrêté N° 012783 du 26 décembre 2012.

Les membres de la CPM de 2014 à l’exception d’un membre (le chef du service de l’Urbanisme) ont tous été remplacés dans la CPM de 2015.

Aucun membre de la CPM de 2014 ni celle de 2015 n’a été formé en procédures de passation des marchés publics.

La CPM n’a pas de bureau qui lui est exclusivement affecté et son coordonnateur en 2014 était en même temps assistant du SECRETAIRE MUNICIPAL. En 2015 le comptable matières, membre de la CPM, est nommé rapporteur de la CM et un conseiller municipal en devient le coordonnateur.

Recommandation :

- **Nommer à la CPM des agents qui en ont les capacités conformément à l’arrêté 12.783/MEF du 26/12/12 relatif à l’organisation et au fonctionnement des CPM.**
- **Former et renforcer les capacités des agents de la CPM en passation des marchés en partenariat avec l’ARMP et la DCMP ou par le recours à une expertise externe (consultant).**
- **Doter la CPM d’un bureau et d’un personnel qui lui sont exclusivement affectés.**

Charte de Transparence et d’Ethique en matière de passation des marchés

Tous les membres titulaires et les suppléants de la CM ainsi que tous les membres de la CPM ont signé l’attestation de prise de connaissance de la charte de transparence et d’éthique (décret n°576 du 22 JUIN 2005).

1.5.1 Production des rapports trimestriels et du rapport annuel

Les rapports trimestriels et le rapport annuel de la CPM n’ont pas été produits pour l’exercice 2014 contrairement aux dispositions réglementaires.

L’Arrêté 12.787 du 26/12/2012, relatif à l’organisation et au fonctionnement des cellules de passation des marchés des autorités contractantes pris en application de l’article 35 du Code des

Marchés publics, mentionne que la CPM doit procéder a « l'établissement, avant le 31 mars de chaque année à l'intention de l'autorité dont elles relèvent, de l'organe chargé de la régulation des marchés publics et de l'organe chargé du contrôle a priori, des rapports trimestriels et d'un rapport annuel sur l'ensemble des marchés publics passés l'année précédente ».

Recommandation :

Etablir les rapports trimestriels et annuels de l'ensemble des marchés passés au cours de l'année passé.

**6.SYNTHESE DES
CONSTATS
A L'ISSUE DE LA
REVUE DES MARCHES**

6. SYNTHESE DES CONSTATS A L'ISSUE DE LA REVUE DES MARCHES

Plan de passation des marchés (PPM) :

Il a été transmis à la DCMP avec un retard de plus de deux (2) mois.

Un marché relatif à l'acquisition de fournitures scolaires n'est pas inscrit dans le PPM.

Constats spécifiques aux marchés examinés :

Les marchés ont été passés sous forme de DRP.

- Les lettres d'invitation n'ont pas été adressées à 5 candidats au moins ;
- Les dates et heures d'ouverture des plis mentionnées dans les lettres d'invitation n'ont pas été respectées ;
- Le dossier de consultation n'est pas conforme au dossier type de DRP conçu par l'ARMP ;
- Les soumissionnaires non retenus n'ont pas été informés par lettre du rejet de leurs offres ;
- Pour la quasi-totalité des marchés, le contrat n'a pas été présenté aux Auditeurs.

7.REVUE DETAILLEE DES MARCHES / CONSTATS DETAILLES

Documents de programmation de la préparation des marchés

Ils sont essentiellement constitués du Plan de Passation des Marchés (PPM) et de l'Avis General de Passation des Marchés (AGPM).

Le Plan de Passation des Marchés (PPM) est une matrice de programmation des marchés que l'AC prévoit de réaliser dans l'année.

A l'exception des marchés prévus à l'article 76.2, tous les marchés passés par les autorités contractantes sont inscrits dans les plans de passation des marchés, sous peine de nullité.

L'Avis General de Passation des Marchés (AGPM) est un avis à publier dans des journaux de grande diffusion avant la fin du mois de janvier de l'année prévue pour leur passation conformément aux articles 6 et 56.

L'article 56 stipule que « les autorités contractantes sont tenues de publier chaque année un avis général recensant les marchés publics, dont les montants estimés atteignent les seuils visés à l'article 53 du présent décret (décret 2011-1048 du 27/07/2011), qu'elles prévoient de passer par appel à la concurrence durant l'exercice budgétaire sur la base du plan de passation des marchés établi conformément à l'article 6 du présent décret ».

Plan de Passation des Marchés (PPM)

Le plan de passation des marchés de l'exercice 2014 a été publié sur le site des marchés publics. Il a été transmis à la DCMP par BE N° 051/CMB/SM du 14 MARS 2014 reçu le 28 MARS 2014, en violation de l'arrêté n°012786 du 26/12/2012 fixant la notification à l'Autorité chargée du contrôle a priori des marchés publics au plus tard le 31 DECEMBRE de l'année immédiatement précédente ; soit un retard de plus de deux mois.

Une seule et unique version du PPM a été publiée le 09/04/2014.

Le PPM de la commune de M'BACKE comprend neuf (09) marchés dont trois (03) sont annulés pour défaut de crédit. La liste des marchés des marchés du PPM est ci-dessous établie :

Réf.	Réalisations envisagées	Type de marché	Mode de passation
01	Achat de tickets de Perception	Fournitures	DRP
02	Location de véhicules (camions bennes)	Service	DRP
03	Pièces de rechange (éclairage public)	Fournitures	DRP
04	Entretien et réparation de véhicules et engins	travaux	DRP
05	Pièces et matériels de rechange automobiles	Fournitures	DRP
06	Extension réseau électrique	Fournitures	DRP
07	Entretien réseau d'éclairage public	Travaux	DRP
08	Entretien et réparation des bâtiments communaux	Travaux	DRP

09	Travaux d'aménagement Hôtel de ville (logement du gardien)	Travaux	DRP
----	--	---------	-----

Nous constatons que les DRP n°09, n°08 et n°07 sont annulés par manque de financement.

Le marché « Entretien et réparation de véhicules et engins » est une DRP de service comme type de marché au lieu d'un marché de travaux comme indiqué dans le PPM ;il en est de même pour la DRP »Extension du Réseau Electrique » qui est un marché de travaux et non un marché de fournitures.

Le marché relatif à « l'Acquisition de fournitures scolaires « exécutés en 2014 n'est pas inscrit dans le PPM en violation du CMP.

Recommandations :

- Veiller à une meilleure programmation du financement des marchés inscrits dans le PPM pour leur bonne exécution.
- Veiller dans le PPM à établir pour chaque marché son TYPE DE MARCHE correspondant.
- Inscrire les marchés à passer par l'AC sur le PPM conformément à l'article 6 du CMP.
- Veiller au respect des délais de publication.

Avis General de Passation des Marchés (AGPM)

L'Avis Général de Passation de Marchés pour l'exercice 2014 n'a pas été établi parce qu'aucun marché d'Appel d'Offres n'a été passé par la commune de M'BACKE..

Archivage des dossiers de passation des marchés

Les locaux destinés à l'archivage sont très exigus et ne permettent pas une bonne disposition des équipements de classements et d'archivage des documents de passation des marches. Ces derniers ne sont pas centralisés au niveau de la CPM et il n'y a pas de classement comme le recommandent le manuel de classement et d'archivage disponible sur le site des marches publics. Cette situation a rendu difficile la collecte des données pour l'audit.

Un personnel formé à la tenue et au classement des archives n'est pas non plus disponible au niveau de la CPM.

Recommandations :

- Centraliser les documents de passations des marches au niveau de la CPM.
- Respecter et appliquer la loi 2006-19 du 30 juin 2009 relative à l'archivage des documents administratifs ;
- Respecter et appliquer la résolution 23/09 du 08/04/09 du Conseil de Régulation de l'ARMP relative à l'adoption du manuel de classement et d'archivage des documents de passations des marchés ;
- Utiliser des équipements décrits dans le manuel d'archivage et de classement ;

Participation du service d’audit interne au contrôle de la passation des marchés

La commune de M’BACKE ne dispose pas de service de contrôle interne ou d’audit interne pour procéder au contrôle des procédures de passation des marchés.

Recommandations :

- Mettre en place un organe de contrôle interne et prévoir, dans ses missions, la vérification de la mise en œuvre des procédures de passation des marchés en complément de celles effectuées par la CPM.
- Doter la COMMUNE d’un manuel de procédures et confier son élaboration à des cabinets d’expertise compétents en la matière pour ensuite se conformer au manuel de procédures pour le paiement des prestations, réunir l’ensemble des pièces requises et relatives à la bonne exécution des prestations (les lettres d’invitation, les pro-forma, les bons de commandes, les bordereaux de livraison, les PV de réception, les factures définitives certifiées et tout autres documents spécifiés dans le manuel de procédures).

Comptabilité matière dans le processus de PM.

Le comptable matières a le niveau du BFEM et a été formé en comptabilité matières en 2013. Il a été recruté en 2010 comme agent au service d’état civil et s’occupe de la Comptabilité Matières depuis 2013.

Il n’a pas suivi une formation en passation de marchés. Il ne dispose pas d’un manuel de procédure.

Les achats sont faits par petites quantités au fur et à mesure des besoins ; il n’y a pas de fournitures en stock ni de magasin de stockage.

Les commandes destinées aux services dont les compétences sont transférées ; après réception par la Commission de Réception habilitée dont le comptable matières est membre, sont enregistrées en entrée et sortie dans le Livre Journal des matières puis transmis au bénéficiaire à la suite de l’établissement d’un Bon de Sortie. La Mission a constaté que :

- le Livre Journal des matières est tenue ;
- le Grand Livre des comptes est tenue ;
- des Carnets de Bons d’Entrée et des Carnets de Bons de Sortie existent et sont utilisés ;
- les acquisitions sont portées sur des Fiches-Matières ;
- les immobilisations sont affectées d’un N° de nomenclature ;
- les Fiches Utilisateur sont apposées sur les portes des locaux ;
- l’inventaire physique des matières est faite chaque année ;

Le Procès-verbal de réception Est signé par tous les membres de la Commission de Réception dont le comptable matières ainsi que de l’attributaire.

Problèmes rencontrés :

- ✓ Manque de personnel ;
- ✓ Rupture de carnets de Grand livre et de Livre journal des matières pour 2015;

Reversement a l'ARMP des 50% des ventes des dossiers de consultation.

Aucun versement n'a été effectué à l'ARMP durant l'exercice 2014. Les dossiers relatifs aux DRP n'ont pas été vendus.

CONSTATS SPECIFIQUES AUX MARCHES EXAMINES :

Echantillon

Cet échantillon respectera les minima stipulés par les TDR :

- au moins 15 % des marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP ;
- au moins 25 % des marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation de marchés ;
- au moins 25 % des DRP ;
- 100 % des marchés par entente directe ;
- 100 % des marchés si leur population est inférieure à 10.

Une distribution adéquate entre les différents modes de passation et la nature des marchés (fournitures et services, travaux, prestations intellectuelles) sera assurée par l'Auditeur.

LISTE DE L'ECHANTILLON DES MARCHÉS DE LA COMMUNE DE M'BACKE EXECUTES EN 2014

Conformément aux TDR l'échantillon doit être composé de 100% des marchés si leur population est inférieure à 10. Donc les marchés de l'échantillon sont composés de l'ensemble des sept (07) marchés exécutés en 2014.

LISTE DE L'ECHANTILLON DES MARCHÉS DE LA COMMUNE DE M'BACKE EXECUTES EN 2014

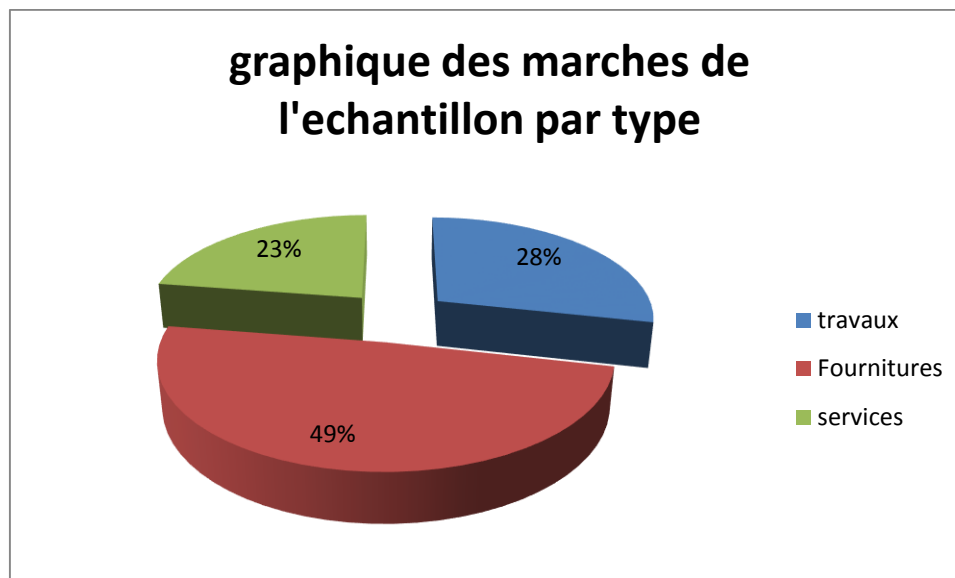
Objet	Type de marchés	titulaire	montant FCFA TTC
DR N°001/CMB/SM « Achat de tickets de perception »	Fournitures	ETS ABDOU AZIZ NIANG	8 007 480
DRP N°002/CMB/SM « Location de véhicules (camions bennes) »	Service	GIE OMAR BADIANE TRANSPOT	4 425 000
DRP N°003/CMB/SM « Pièces de rechange (éclairage public) »	Fournitures	THIOUMADE SERVICES	408 600
DRP N°004/CMB/SM « Entretien et réparation de véhicules et engins »	Service	GIE OMAR BADIANE TRANSPOT	7 490 000
DRP N°005/CMB/SM « Pièces et matériels de rechange automobiles »	Fournitures	GIE OMAR BADIANE TRANSPOT	7 480 000
DRP N°006/CMB/SM « Extension réseau électrique »	Travaux	THIOUMADE SERVICES	15 000 000
DRP « Acquisition de fournitures scolaires »"	Fournitures	E.C.P.S	9 953 418
TOTAL			52 764 498

Echantillon par mode :

MODE DE PASSATION	NOMBRE	POURCENTAGE NOMBRE	MONTANT	POURCENTAGE MONTANT
DRP	07	100%	52 764 498	100%
Total	07	100%	52 764 498	100%

Echantillon par type :

TYPE DE MARCHÉS	NOMBRE	POURCENTAGE NOMBRE	MONTANT	POURCENTAGE MONTANT
travaux	01	14%	15 000 000	28,4%
Fournitures	04	57%	25 849 498	48,9%
services	02	29%	11 915 000	22,7%
total	07	100%	52 764 498	100%



Rappel des seuils de passation des marchés, de revue de dossiers et d'examen préalable de rapports d'analyse et de PV d'attribution provisoire applicables à l'entité auditée.

Seuils de passation (ART 43 du CMP) :

- 15 000 000 FCFA toutes taxes comprises pour les marchés de fournitures et de services ;
- 25 000 000 FCFA toutes taxes comprises pour les marchés de travaux et de prestations intellectuelles ;

Seuils de revue des dossiers (arrêté 12 782 du 26/12/2012) :

- 150 000 000 FCFA toutes taxes comprises pour les marchés de fournitures et de services ;
- 400 000 000 FCFA et 250 000 000 FCFA toutes taxes comprises pour tous les marchés des travaux relatifs respectivement à l'entretien courant des routes (ECR) et autres que l'ECR ;
- 125 000 000 FCFA TTC et 150 000 000 FCFA TTC pour Prestations Intellectuels relatifs respectivement à l'ECR et autres que l'ECR ;

Examen préalable de rapports d'analyse et de PV d'attribution provisoire (arrêté 12 782 du 26/12/2012) :

- 40 000 000 FCFA TTC pour tous les marchés de fournitures et de services ;
- 350 000 000 FCFA et 1 000 000 000 FCFA toutes taxes comprises pour tous les marchés des travaux relatifs respectivement à l'entretien courant des routes (ECR) et autres que l'ECR ;
- 100 000 000 FCFA TTC et 40 000 000 FCFA TTC pour Prestations Intellectuels relatifs respectivement à l'ECR et autres que l'ECR ;

Marchés conclus par AOO et AOR

La Commune de M'BACKE n'a pas passé en 2014 des AOO ni d'AOR.

Marchés de prestations intellectuelles

Pas de marchés de prestations intellectuelles.

Marchés conclus par DRP :

La Commune de M'BACKE a mis en œuvre au cours de 2014 sept(07) marchés conclus par Demande de Renseignement et de Prix dont les six(06) sont inscrits dans le PPM de 2014. Ces sept marchés conclus par Demande de Renseignement et de Prix ont été analysés.

❖ DRP « Achat de tickets de perception »

Référence : N°001/CMB/SM

Titulaires : ETS ABDOU AZIZ NIANG

Montant : 8 007 480 FCFA TTC

- 1) La DRP est indiquée dans le PPM transmis à la DCMP.
- 2) La lettre d'invitation 23/04/ 2014 n'est pas adressée à 5 candidats au moins.
- 3) le non respect des dates et 'heures d'ouverture des plis mentionnées dans les lettre d'invitation
- 4) les lettres de convocations aux réunions de la CM non fournies.
- 5) Le dossier de consultation n'est pas conforme au dossier type de DRP conçu par l'ARMP
- 6) Les soumissionnaires non retenus ne sont pas informés par lettre du rejet de leurs offres.
- 7) La lettre de notification d'attribution N°109/CMB/SM du 22/05/2014 est envoyée à l'attributaire ;
- 8) La lettre d'ordre de démarrage de service référenciée N°110/CBM/SM du 22/05/2014 a été envoyée à l'attributaire ;
- 9) La DRP a fait l'objet de contrat signé le 11/06/2014 par le maire de Mbacké et le fournisseur et enregistré au niveau du bureau de recouvrement de Diourbel le 12/06/2014
- 10) Les résultats de la DRP n'ont pas fait l'objet de publication sur le site des marchés publics.

Recommandations par rapport aux anomalies :

- A dresser la lettre d'invitation à 5 candidats au moins ;
- Faire un traitement équitable des prestataires en faisant des remises simultanées de la lettre d'invitation ;
- Respecter les délais de cinq jours francs pour convoquer les réunions de la CM ;
- Respecter les dates et heures d'ouverture des plis mentionnés les lettres d'invitation.
- Informer les soumissionnaires non retenus du rejet de leur offre
- Elaborer des dossiers de consultation conformes au dossier type de DRP conçu par l'ARMP ;
- Publier les résultats des DRP sur le site des marchés publics (L'article 78- 3 du décret n° 2011-1048

❖ **DRP « Location de véhicules (camions bennes) »**

Référence : N°002/CMB/SM
Titulaires : GIE OMAR BADIANE TRANSPOT
Montant : 4 425 000 FCFA TTC

- 1) La DRP est indiquée dans le PPM transmis à la DCMP.
- 2) La lettre d'invitation 23/04/ 2014 n'est pas adressée à 5 candidats au moins.
- 3) Non respect des dates et 'heures d'ouverture des plis mentionnées dans les lettre d'invitation.
- 4) Les lettres de convocations aux réunions de la CM ne sont pas fournies.
- 5) Le dossier de consultation n'est pas conforme au dossier type de DRP conçu par l'ARMP
- 6) Les soumissionnaires non retenus ne sont pas informés par lettre du rejet de leurs offres.
- 7) Le contrat n'est pas fourni ;
- 8) Les résultats de la DRP n'ont pas fait l'objet de publication sur le site des marchés publics.

Recommandations par rapport aux anomalies :

- Adresser la lettre d'invitation à 5 candidats au moins ;
- Faire un traitement équitable des prestataires en faisant des remises simultanées de la lettre d'invitation ;
- Respecter les délais de cinq jours francs pour convoquer les réunions de la CM ;
- Respecter les dates et heures d'ouverture des plis mentionnés les lettres d'invitation.
- Informer les soumissionnaires non retenus du rejet de leur offre ;
- Elaborer des dossiers de consultation conformes au dossier type de DRP conçu par l'ARMP ;
- Fournir le contrat ;
- Publier les résultats des DRP sur le site des marchés publics (L'article 78- 3 du décret n° 2011- 1048

❖ **DRP « Pièces de rechange (éclairage public) »**

Référence : N°003/CMB/SM
TITULAIRES : THIOUMADE SERVICES
Montant : 408 600 FCFA TTC

- 1) La DRP est indiquée dans le PPM transmis à la DCMP.
- 2) La lettre d'invitation 23/04/ 2014 n'est pas adressée à 5 candidats au moins
- 3) Non respect des dates et 'heures d'ouverture des plis mentionnées dans les lettre d'invitation
-Les lettres de convocations aux réunions de la CM ne sont pas fournies-
- 4) Le dossier de consultation n'est pas conforme au dossier type de DRP conçu par l'ARMP
- 5) - Les soumissionnaires non retenus ne sont pas informés par lettre du rejet de leurs offres.
- 6) Le contrat n'est pas fourni ;
- 7) Les résultats de la DRP n'ont pas fait l'objet de publication sur le site des marchés publics.

Recommandations par rapport aux anomalies :

- Adresser la lettre d'invitation à 5 candidats au moins ;
- Faire un traitement équitable des prestataires en faisant des remises simultanées de la lettre d'invitation ;
- Respecter les délais de cinq jours francs pour convoquer les réunions de la CM ;
- Respecter les dates et heures d'ouverture des plis mentionnés les lettres d'invitation.
- Informer les soumissionnaires non retenus du rejet de leur offre ;
- Elaborer des dossiers de consultation conformes au dossier type de DRP conçu par l'ARMP
- Fournir le contrat ;
- Publier les résultats des DRP sur le site des marchés publics (L'article 78- 3 du décret n° 2011-1048

❖ *DRP « Entretien et réparation de véhicules et engins »*

Référence : N°004/CMB/SM
Titulaires : GIE OMAR BADIANE TRANSPOT
Montant : 7 490 000 FCFA TTC

- 1) La DRP est indiquée dans le PPM transmis à la DCMP.
- 2) La lettre d'invitation 23/04/ 2014 n'est pas adressée à 5 candidats au moins.
- 3) Non respect des dates et 'heures d'ouverture des plis mentionnées dans les lettre d'invitation.
- 4) Les lettres de convocations aux réunions de la CM ne sont pas fournies.
- 5) Le dossier de consultation n'est pas conforme au dossier type de DRP conçu par l'ARMP.
- 6) Les soumissionnaires non retenus ne sont pas informés par lettre du rejet de leurs offres.
- 7) Le contrat n'est pas fourni ;
- 8) Les résultats de la DRP n'ont pas fait l'objet de publication sur le site des marchés publics.

Recommandations par rapport aux anomalies :

- Adresser la lettre d'invitation à 5 candidats au moins ;
- Faire un traitement équitable des prestataires en faisant des remises simultanées de la lettre d'invitation ;
- Respecter les délais de cinq jours francs pour convoquer les réunions de la CM ;
- -Respecter les dates et heures d'ouverture des plis mentionnés les lettres d'invitation.
- Informer les soumissionnaires non retenus du rejet de leur offre.
- Elaborer des dossiers de consultation conformes au dossier type de DRP conçu par l'ARMP.
- Fournir le contrat ;
- Publier les résultats des DRP sur le site des marchés publics (L'article 78- 3 du décret n° 2011-1048

❖ **DRP « Pièces et matériels de rechange automobiles »**

Référence : N°005/CMB/SM

Titulaires : GIE OMAR BADIANE TRANSPOT

Montant : 7 480 000

- 1) La DRP est indiquée dans le PPM transmis à la DCMP.
- 2) La lettre d'invitation 23/04/ 2014 n'est pas adressée à 5 candidats au moins.
- 3) Non respect des dates et 'heures d'ouverture des plis mentionnées dans les lettre d'invitation
- 4) Les lettres de convocations aux réunions de la CM ne sont pas fournies.
- 5) Le dossier de consultation n'est pas conforme au dossier type de DRP conçu par l'ARMP
- 6) Les soumissionnaires non retenus ne sont pas informés par lettre du rejet de leurs offres.
- 7) Le contrat n'est pas fourni :
- 8) Les résultats de la DRP n'ont pas fait l'objet de publication sur le site des marchés publics.

Recommandations par rapport aux anomalies :

- Adresser la lettre d'invitation à 5 candidats au moins ;
- Faire un traitement équitable des prestataires en faisant des remises simultanées de la lettre d'invitation ;
- Respecter les délais de cinq jours francs pour convoquer les réunions de la CM ;
- Respecter les dates et heures d'ouverture des plis mentionnés les lettres d'invitation.
- Informer les soumissionnaires non retenus du rejet de leur offre.
- Elaborer des dossiers de consultation conformes au dossier type de DRP conçu par l'ARMP.
- Fournir le contrat ;
- Publier les résultats des DRP sur le site des marchés publics (L'article 78- 3 du décret n° 2011- 1048 ;

❖ **DRP « Extension réseau électrique »**

Référence : N°006/CMB/SM

Titulaires : THIOUMADE SERVICES

Montant : 15 000 000

- 1) La DRP est indiquée dans le PPM transmis à la DCMP.
- 2) La lettre d'invitation 23/04/ 2014 n'est pas adressée à 5 candidats au moins.
- 3) Non respect des dates et 'heures d'ouverture des plis mentionnées dans les lettre d'invitation.
- 4) Les lettres de convocations aux réunions de la CM ne sont pas fournies.
- 5) Le dossier de consultation n'est pas conforme au dossier type de DRP conçu par l'ARMP
- 6) Les soumissionnaires non retenus ne sont pas informés par lettre du rejet de leurs offres.
- 7) Le contrat n'est pas fourni :
- 8) Les résultats de la DRP n'ont pas fait l'objet de publication sur le site des marchés publics.

Recommandations par rapport aux anomalies :

- Adresser la lettre d'invitation à 5 candidats au moins ;
- Faire un traitement équitable des prestataires en faisant des remises simultanées de la lettre d'invitation ;
- Respecter les délais de cinq jours francs pour convoquer les réunions de la CM ;
- Respecter les dates et heures d'ouverture des plis mentionnés les lettres d'invitation.
- Informer les soumissionnaires non retenus du rejet de leur offre
- Elaborer des dossiers de consultation conformes au dossier type de DRP conçu par l'ARMP
- Fournir le contrat ;
- Publier les résultats des DRP sur le site des marchés publics (L'article 78- 3 du décret n° 2011- 1048 ;

❖ ***DRP « Acquisition de fournitures scolaires »***

Référence : sans

Titulaires : E.C.P.S

Montant : 9 953 418 FCFA TTC

- 1) La DRP n'est pas indiquée dans le PPM transmis à la DCMP.
- 2) Les lettres de convocations aux réunions de la CM ne sont pas fournies
- 3) Le dossier de consultation n'est pas conforme au dossier type de DRP conçu par l'ARMP
- 4) Les soumissionnaires non retenus ne sont pas informés par lettre du rejet de leurs offres.
- 5) Le contrat n'est pas fourni ;
- 6) Les résultats de la DRP n'ont pas fait l'objet de publication sur le site des marchés publics ;

Recommandations par rapport aux anomalies :

- Respecter les délais de cinq jours francs pour convoquer les réunions de la CM ;
- Informer les soumissionnaires non retenus du rejet de leur offre
- Elaborer des dossiers de consultation conformes au dossier type de DRP conçu par l'ARMP ;
- Fournir le contrat ;
- Publier les résultats des DRP sur le site des marchés publics (L'article 78- 3 du décret n° 2011- 1048 ;

Marchés passés par ententes directes

La Commune de M'BACKE n'a pas mis en œuvre de marchés passés par ententes directes

Avenants

La Commune de M'BACKE n'a pas eu à élaborer des avenants en 2014.

Evaluation des fractionnements potentiels (demandes de cotation, autres acquisitions)

Des fractionnements n'ont pas été constatés. Les acquisitions sont faites par petites quantités du fait des disponibilités financières très réduites de la commune de M'BACKE et aussi sous le contrôle du Receveur Payeur.

Marchés ayant fait l'objet de recours auprès du Comité de Règlement des Différends (CRD) de l'ARMP

Aucun recours n'a été constaté sur l'exercice 2014 pour la Commune de M'BACKE

CONSTATS RELATIFS A L'EXECUTION FINANCIERE :

Tous les marchés relatifs aux sept DRP ont été financièrement exécutés. Cependant il faut noter qu'une exécution financière conforme au montant inscrit sur le contrat souscrit avec l'attributaire n'a été constatée que pour les trois DRP ci-après :

❖ **DRP-Acquisition de fournitures scolaires ;**

Les prestations ont été payées par Mandat de paiement de 9 953 418 F CFA TTC du 26/11/2014. Les prestations ont été entièrement payées.

❖ **DRP N°001/CMB/SM « Achat de tickets de perception » ;**

Le 1er décompte a été payé par chèque N°8454275 de 3 500 000 FCFA HTVA du 18/06/2014 ; 2^{ème} décompte : chèque N°8454281 de 3 286 000 F CFA HTVA du 25/06/2014. Les prestations ont été entièrement payées.

❖ **DRP N°002/CMB/SM « Location de véhicules (camions bennes) »**

Mandat de paiement 04/07/2014 de 4 425 000 F CFA TTC. Les prestations ont été entièrement payées.

❖ **DRP N°003/CMB/SM « Pièces de rechange (éclairage public) »**

Les prestations ont été payées par Chèque N°8453732 de 65 500 F CFA TTC du 03/07/2014 et par Mandat de paiement du 02/09/2014 de 1 402 000 F CFA. Les prestations ont été entièrement payées.

❖ **DRP N°004/CMB/SM « Entretien et réparation de véhicules et engins »**

Les prestations ont été payées par Payé par chèque N°8454420 de 7 490 000 F CFA TTC du 17/11/2014 ;

Pour les autres marchés exécutés les paiements effectués ne sont pas conformes aux montants inscrits sur les contrats souscrits avec les attributaires. Ces paiements sont faits pour les montants des Bons de Commande émis selon les disponibilités financières du moment et qui sont inférieurs à la valeur des contrats signés et enregistrés.

❖ **DRP N°005/CMB/SM « Pièces et matériels de rechange automobiles », Montant du contrat: 7 480 000 FCFA TTC**

Les prestations ont été payées par Mandat de paiement du 15/03/2015 de 2 718 000 F CFA soldé (BC n°03 du 18/02/2014 ; Facture définitive n°13 du 02/10/2014)

❖ **DRP N°006/CMB/SM « Extension réseau électrique », Montant du contra : 15 000 000 FCFA TTC**

Les prestations ont été payées par Mandat de paiement du 13/06/2014 de 8 490 100 F CFA soldé;(Ordre de Service n°0125 du 02/06/2014. Facture définitive n°13 du 03/06/2014)

CONSTATS RELATIFS A L'AUDIT PHYSIQUE (MATERIALITE, EXECUTION PHYSIQUE)

L'exécution physique des marchés a été constatée sur la présentation des PV de réception et aussi par l'inscription des acquisitions dans les livres de la comptabilité matières

Pour le constat de l'exécution physique du marché relatif à l'extension du réseau électrique de la Commune de M'BACKE la Mission s'est rendue dans les quartiers **M'BACKE HEWAR** et **DIMB-BAPP** bénéficiaires de cette extension

- **DRP N°001/CMB/SM « Achat de tickets de perception » :** Un PV de réception a été établi le 13/06/2014 ;
- **DRP N°002/CMB/SM « Location de véhicules (camions bennes) » :** Un PV de réception a été établi le 13/06/2014 ;
- **DRP N°003/CMB/SM « Pièces de rechange (éclairage public) » :** Deux PV de réception sont été établi ; le premier en date du 19/06/2014 et le second le 21/08/2014.
- **DRP N°004/CMB/SM « Entretien et réparation de véhicules et engins » :** Un PV de réception a été établi le 08/10/2014
- **DRP N°005/CMB/SM « Pièces et matériels de rechange automobiles » :** Le Certificat Administratif N°076/CMB/SM du 18/02/2015 signé par le Maire de M'BACKE atteste que le marché a bien été exécuté.
- **DRP N°006/CMB/SM « Extension réseau électrique » :** Une commission de réception habilitée a procédé à la réception technique provisoire le 11/06/2014. Un PV de réception technique provisoire a été établi à cet effet. La réception définitive interviendra après un délai de garantie de un an (soit le 11/06/2015).
- **DRP-Acquisition de fournitures scolaires :** Un PV de réception a été établi le 08/10/2014

8.SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET RECOMMANDATIONS

SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET RECOMMANDATIONS

N° d'ordre	Constats	Nombre de constats	Recommandations	Commentaires de la Collectivité locale de Mbacké
Dispositif Organisationnel				
1	CM : -Non respect du délai de transmission à la DCMP de l'arrêté de création et de nomination des membres de la CM -Défaut de formation en procédures de passation des marchés publics.	CM	Respecter les termes de l'arrêté n°12 786 du 26/12/2012 en ce qui concerne : -la date de transmission à la DCMP (05 janvier) de l'arrêté portant création de la CM -la formation des membres de la CM en procédures de passation des marchés publics.	
2	La CPM n'a pas de bureau et de personnel exclusivement affectés à son fonctionnement	CPM	Doter la CPM de locaux et de personnel requis	
3	La cellule n'a pas produit les rapports trimestriels en violation de l'article premier de l'arrêté 012783 du 26/12/2012 relatif à l'organisation et fonctionnement de la cellule de passation des marchés qui stipule que la cellule établit les rapports trimestriels sur la passation et l'exécution des marchés à l'intention des autorités compétentes pour transmission à la DCMP et à l'ARMP	CPM	Produire les rapports trimestriels en vertu de l'article premier de l'arrêté 012783 du 26/12/2012 relatif à l'organisation et au fonctionnement de la cellule de passation des marchés.	En effet, la cellule n'a pas produit de rapport trimestriel pour les gestions antérieures mais néanmoins en 2015, la cellule a commencé à exécuter ces instructions.
4	La cellule n'a pas produit le rapport annuel en violation de l'article premier de l'arrêté 012783 du 26/12/2012 relatif à l'organisation et au fonctionnement de la cellule de	CPM	Produire le rapport annuel en vertu l'article premier de l'arrêté 012783 du 26/12/2012	Les dispositions seront prises pour que les rapports soient transmis à l'ARMP et à la DCMP.

	passation des marchés qui mentionne que la cellule établit, avant le 31 mars de chaque année à l'intention de l'autorité dont elle relève, de l'organe chargé de l'ARMP et de la DCMP, d'un rapport annuel sur l'ensemble des marchés publics passés l'année précédente.		relatif à l'organisation et au fonctionnement de la cellule de passation des marchés.	
5	Les membres de la Cellule et de la CPM n'ont jamais suivi une formation en matière de passation des marchés publics.	CPM	Procéder à la formation des personnes impliquées dans les procédures de passation et d'exécution des marchés publics.	Les membres de la Cellule de Marché Publics seront remplacés conformément au Code des Marchés Publics. Aussi, nous sollicitons des formations pour les membres de ces deux commissions.
6	Le PPM a été transmis à la DCMP le 28 MARS 2014 soit avec un retard de plus de deux mois en violation de l'arrêté n°12 786 du 26/12/2012 fixant la notification à l'autorité chargée du contrôle à priori des marchés publics au plus tard le 31 DECEMBRE de l'année N-1.	PPM	Veiller au respect des délais de transmission à la DCMP.	
DRP				
1	Moins de 05 candidats sont invités pour les marchés passés en DRP en violation de l'article 78 du CMP qui stipule que « l'autorité contractante sollicite simultanément, par écrit, au moins cinq (5) candidats ».	DRPN°001 DRPN°002 DRPN°003 DRPN°004 DRPN°005	Inviter au moins 05 candidats pour le lancement de ses DRP en vertu de l'article 78 du CMP.	En effet ces recommandations ont été prises en compte pour la gestion 2015.
2	Les lettres d'invitation ne sont pas accompagnées ni de formulaires de soumission ni de projet de contrat en violation de la circulaire 004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 mentionnant que les lettres d'invitation doivent être accompagnées d'un formulaire	DRPN°001 DRPN°002 DRPN°003 DRPN°004 DRPN°005 DRPN°006	Utiliser le Dossier Type DRP conçu par L'ARMP.	Recommandations prises en compte pour la gestion 2015.

	de soumission, d'un modèle simplifié d'instruction aux soumissionnaire mentionnant s'il y'a lieu les qualifications minimales requises, d'un bordereau de prix et d'un projet de contrat			
3	Les lettres d'invitation ne mentionnent pas les noms des candidats consultés en violation de la circulaire 004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009.	DRPN°001 DRPN°002 DRPN°003 DRPN°004 DRPN°005 DRPN°006	Mentionner sur les lettres d'invitation les noms des candidats invités à soumissionner en vertu de la circulaire 004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009.	
4	Les soumissionnaires non retenus ne sont pas informés du rejet de leur offre en violation de l'article 78 alinéa 2 du CMP	DRPN°001/ DRPN°002 DRPN°003/ DRPN°004 DRPN°005/ DRPN°006	Informé par lettre datée et numérotée les candidats non retenus du rejet de leurs offres en vertu de l'article 78 alinéa 2.	Recommandations prises en compte pour la gestion 2015.
5	Les contrats signés avec les titulaires de marchés, en ce qui concerne les dossiers définissant leurs conditions d'application ne sont pas en cohérence avec les lettres d'invitation.	DRPN°001/ RPN°002/ DRPN°003/ DRPN°004/ DRPN°005 DRPN°006	Utiliser le modèle de contrat du dossier type de DRP conçu par l'ARMP.	En effet nous avons pris en compte les recommandations du CMP en vigueur.
6	Non respect des dates et heures d'ouverture des plis mentionnés dans les lettres d'invitation.	DRPN°001/ DRPN°002 DRPN°003/ DRPN°004 DRPN°005	Se conformer aux dates et heures mentionnées dans les lettres d'invitation	
7	Les attributions définitives ne sont pas publiées dans le portail des marchés publics.	DRPN°001/ DRPN°002 DRPN°003/ DRPN°004 DRPN°005/ DRPN°006	Publier les attributions définitives dans le portail des marchés publics	

8	DRP »ACQUISITION DE FOURNITURES SCOLAIRES N'EST PAS INSCRIT DANS LE PPM	DRPN°006	Veiller à ce que tous les marchés soient inscrits dans le PPM pour ne pas être frappés de nullité	
9	Défaut d'archivage et de classement des dossiers de marchés pour les sept DRP à la CPM	DRPN°001/ DRPN°002 DRPN°003/ DRPN°004 DRPN°005/ DRPN°006	Assurer l'archivage et le classement des dossiers de tous les marchés passés à la CPM.	

9.SUIVI DES RECOMMANDATIONS ANTERIEURES

SUIVI DES RECOMMANDATIONS ANTERIEURES

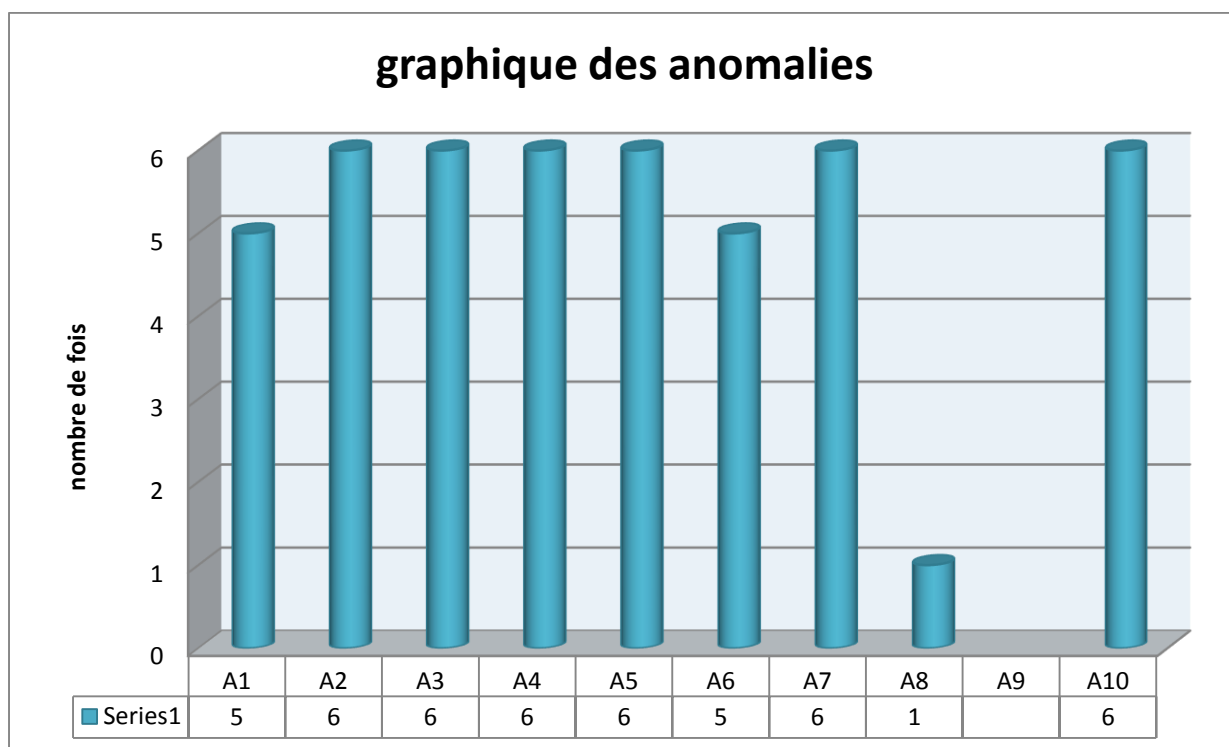
d'ordre	Constats	Niveau d'application de la recommandation
1	Nous n'avons pas obtenu l'Avis Général de Passation des Marchés publié de la Collectivité locale de Mbacké.	Cas non rencontré
2	La cellule n'a pas mis en place le fichier des fournisseurs agréés en violation de la circulaire 004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 qui indique que « ...,la liste des candidats peut être établie à partir d'un fichier de prestataires constitué par l'Autorité Contractante au terme d'un appel public à manifestation d'intérêt initié en début de gestion , et mis à jour périodiquement en fonction des nécessités de service ».	Appliqué
3	La cellule n'a pas produit les rapports trimestriels en violation de l'article premier de l'arrêté 012783 du 26/12/2012 relatif à l'organisation et fonctionnement de la cellule de passation des marchés qui mentionne que la cellule établit les rapports trimestriels sur la passation et l'exécution des marchés à l'intention des autorités compétentes pour transmission à la DCMP et à l'ARMP	Non appliqué
4	La cellule n'a pas produit le rapport annuel en violation de l'article premier de l'arrêté 012783 du 26/12/2012 relatif à l'organisation et au fonctionnement de la cellule de passation des marchés qui mentionne que la cellule établit, avant le 31 mars de chaque année à l'intention de l'autorité dont elle relève, de l'organe chargé de l'ARMP et de la DCMP, d'un rapport annuel sur l'ensemble des marchés publics passés l'année précédente.	Non appliqué
5	Les membres de la Cellule et de la Commission de Passation des Marchés ne disposent pas de diplômes ou attestations en matière de marchés publics justifiant qu'ils ont suivi une formation en matière de passation des marchés publics	Non appliqué
6	La collectivité locale de Mbacké contacte moins de 05 entreprises en violation de l'article 78 du CMP qui stipule que « l'autorité contractante sollicite simultanément, par écrit, des prix auprès d'au moins cinq (5) entreprises... ».	Non appliqué
7	Les lettres d'invitation ne sont pas accompagnées ni de formulaires de soumission ni de projet de contrat en violation de la circulaire 004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 mentionnant que les lettre d'invitation doivent être accompagnées d'un formulaire de soumission, d'un modèle simplifié d'instruction aux soumissionnaire mentionnant s'il y'a lieu les qualifications minimales requises, d'un bordereau de prix et d'un projet de contrat	Non appliquée
8	Les lettres d'invitation ne mentionnent pas les noms des candidats consultés en violation de la circulaire 004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009.	Non appliquée

9	Les soumissionnaires ne sont pas informés du rejet de leur offre en violation de l'article 78 alinéa 2 indiquant « l'Autorité Contractante attribue le marché au candidat présentant l'offre conforme évaluée la moins disante et rédige un procès-verbal d'attribution et informe les candidats dont les offres n'auront pas été retenues »	Non appliquée
10	Les contrats signés avec les titulaires de marchés font référence au CMP de 2007 qui n'est plus en vigueur	Cas non rencontré
11	Défaut d'archivage des dossiers de marchés pour cinq DRP qui sont : 1 Achat de tickets attribué ETS Abdou. Aziz NIANG pour un montant de 4 883 960 CFA TTC ; 2 Extension Réseau Electrique attribué à GENITEC pour un montant de 13 000 000 CFA TTC ; 3 Location de véhicule attribué à Oumar BADIANE pour un montant de 10 000 000 CFA TTC ; 4 Location matériels de terrassement attribué à Oumar BADIANE pour un montant de 8 000 000 CFA TTC 5 Réhabilitation générale du réseau d'éclairage public moderne de la commune pour un montant de 17 317 680 CFA TTC attribué à GENITEC	Cas non rencontré
12	L'avis de la DCMP n'a pas été obtenu pour le lancement du marché par entente directe « acquisition de produits pharmaceutiques passé avec la Pharmacie Régionale d'Approvisionnement pour un montant de 15 000 000 CFA TTC.	Cas non rencontré

10. Statistiques des anomalies

STATISTIQUES DES VIOLATIONS

N°	VIOLATIONS	DRP						NOM BRE
		DRP1	DRP2	DRP3	DRP4	DRP5	DRP6	
7	Moins de 05 candidats sont invités pour les marchés passés en DRP	1	1	1	1	1		5
8	Les lettres d'invitation ne sont pas accompagnées ni de formulaires de soumission ni de projet de contrat	1	1	1	1	1	1	6
9	Les lettres d'invitation ne mentionnent pas les noms des candidats consultés	1	1	1	1	1	1	6
10	Les soumissionnaires non retenus ne sont pas informés du rejet de leur offre	1	1	1	1	1	1	6
11	Les contrats signés avec les titulaires de marchés ne sont pas en cohérence avec les lettres d'invitation.	1	1	1	1	1	1	6
12	Non respect des dates et heures d'ouverture des plis mentionnés les lettres d'invitation.	1	1	1	1	1		5
13	Les attributions définitives ne sont pas publiées dans le portail des marchés publics.	1	1	1	1	1	1	6
14	DRP »ACQUISITION DE FOURNITURES SCOLAIRES N'EST PAS INSCRIT DANS LE PPM						1	1
15	Défaut d'archivage et de classement des dossiers de marchés pour les sept DRP à la CPM	1	1	1	1	1	1	6
TOTAL								53



ANNEXES

ANNEXES

1. LISTE DES MARCHÉS DE LA COMMUNE DE M'BACKE EXECUTES EN 2014

Objet	Type de marchés	titulaire	montant FCFA TTC
DR N°001/CMB/SM « Achat de tickets de perception »	Fournitures	ETS ABDOU AZIZ NIANG	8 007 480
DRP N°002/CMB/SM « Location de véhicules (camions bennes) »	Service	GIE OMAR BADIANE TRANSPOT	4 425 000
DRP N°003/CMB/SM « Pièces de rechange (éclairage public) »	Fournitures	THIOUMADE SERVICES	408 600
DRP N°004/CMB/SM « Entretien et réparation de véhicules et engins »	Service	GIE OMAR BADIANE TRANSPOT	7 490 000
DRP N°005/CMB/SM « Pièces et matériels de rechange automobiles »	Fournitures	GIE OMAR BADIANE TRANSPOT	7 480 000
DRP N°006/CMB/SM « Extension réseau électrique »	Travaux	THIOUMADE SERVICES	15 000 000
DRP « Acquisition de fournitures scolaires »	Fournitures	E.C.P.S	9 953 418
TOTAL			52 764 498

Tableau des marchés exécutés en 2014 par type

TYPE DE MARCHÉS	NOMBRE	POURCENTAGE NOMBRE	MONTANT	POURCENTAGE MONTANT
travaux	01	14%	15 000 000	28,4%
Fournitures	04	57%	25 849 498	48,9%
services	02	29%	11 915 000	22,7%
total	07	100%	52 764 498	100%

Tableau des marchés exécutés en 2014 par type

MODE DE PASSATION	NOMBRE	POURCENTAGE NOMBRE	MONTANT	POURCENTAGE MONTANT
DRP	07	100%	52 764 498	100%
TOTAL	07	100%	52 764 498	100%

